

Rapport intermédiaire
au 30 juin 2013

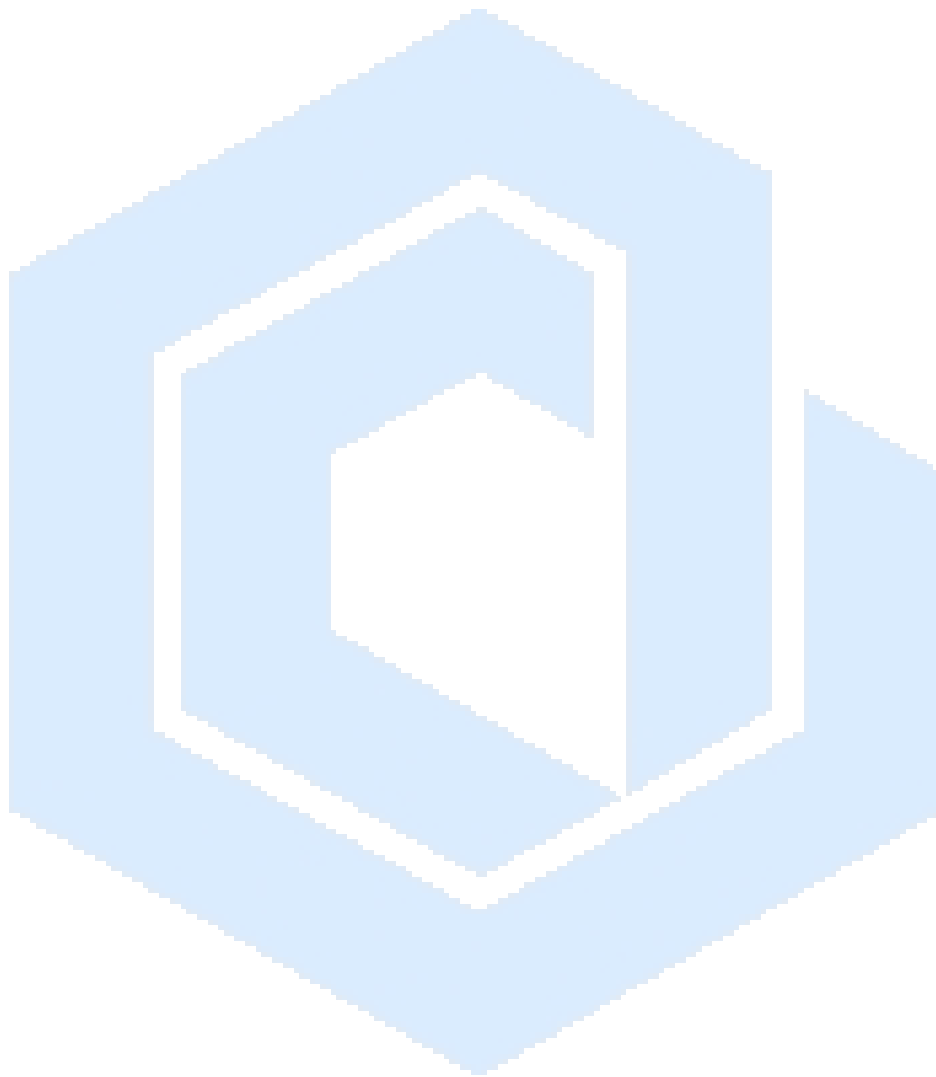


Table des matières

Rapport intermédiaire du groupe CFE

[RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION](#)

[ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES ET CONSOLIDES ET NOTES](#)

Compte de résultats résumé consolidé

Etat résumé consolidé du résultat global

Etat résumé consolidé de la situation financière

Tableau résumé consolidé des flux de trésorerie

État résumé consolidé des variations des capitaux propres

Notes aux états financiers intermédiaires résumés et consolidés pour la période clôturée au 30 juin 2013

Rapport du commissaire

Rapport de gestion du conseil d'administration

Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés et consolidés du groupe CFE.

Le 27 août 2013, le conseil d'administration de CFE s'est réuni pour arrêter les comptes semestriels au 30 juin 2013.

1. Synthèse du 1^{er} semestre

Chiffre d'affaires consolidé au 30 juin par pôle

En millions d'euros	Au 30 juin		Variation en %
	2013	2012	
Contracting	463,0	439,9	+5,3%
-Construction	341,1	324,6	+5,1%
-Rail & Routes	44,2	41,1	+7,5%
-Multitechnique	77,7	74,2	+4,7%
Promotion et Gestion Immobilières	6,7	16,8	n.s.
Dragage et Environnement	603,5	452,0	+33,5%
PPP - Concessions	2,9	6,5	n.s.
Holding et ajustements en consolidation	6,8	-9,3	n.s.
Total	1.082,8	905,9	+19,5%

Résultat opérationnel par pôle

En milliers d'euros	Au 30 juin		Variation en %
	2013	2012	
Contracting	-11.928	-126	n.s.
-Construction	-7.246	-1.698	n.s.
-Rail & Routes	1.403	1.681	-16,5%
-Multitechnique	-6.085	-109	n.s.
Promotion et Gestion Immobilières	1.171	5.003	n.s.
Dragage et Environnement	35.193	24.866	+41,5%
PPP - Concessions	-106	1.885	n.s.
Holding et ajustements en consolidation	-3.281	-2.363	n.s.
Dépréciation goodwill	-1.660	-	n.s.
Total	19.389	29.265	-33,7%

Résultat net part du groupe par pôle

En milliers d'euros	Au 30 juin		Variation en %
	2013	2012	
Contracting	-15.107	-1.418	n.s.
-Construction	-8.972	-1.725	n.s.
-Rail & Routes	799	1.034	-22,7%
-Multitechnique	-6.934	-727	n.s.
Promotion et Gestion Immobilières	17	2.778	n.s.
Dragage et Environnement	16.437	13.142	+25,1%
PPP - Concessions	2.091	823	n.s.
Holding et ajustements en consolidation	-1.560	-1.282	n.s.
Dépréciation goodwill	-1.660	-	n.s.
Total	218	14.043	n.s.

Carnet de commandes consolidé par pôle

En millions d'euros	Au 30 juin		Variation en %
	30 juin 2013	31 décembre 2012	
Contracting	1.236,6	1.195,6	+3,4%
-Construction	992,1	964,2	+2,9%
-Rail & Routes	81,8	65,8	+24,3%
-Multitechnique	162,7	165,6	-1,8%
Promotion et Gestion Immobilières	20,5	14,1	n.s.
Dragage et Environnement	1.477,0	1.658,5	-10,9%
PPP - Concessions	-	-	-
Holding et ajustements en consolidation	-	-	-
Total	2.734,1	2.868,2	-4,7%

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2013 de CFE s'établit à 1.082,8 millions d'euros, soit une hausse de 19,5% par rapport au 30 juin 2012 (19,3% à périmètre comparable).

Le chiffre d'affaires du Contracting est en hausse de 5,3% (4,8% à périmètre comparable) à 463 millions d'euros, dont le pôle Construction (341,1 millions d'euros), le pôle Rail & Routes (44,2 millions d'euros) et le pôle Multitechnique (77,7 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires de la Promotion et Gestion Immobilières est en baisse mais celle-ci est non significative, le niveau d'activité et de commercialisation reste satisfaisant.

Le chiffre d'affaires du Dragage et Environnement est en progression de 33,5% et atteint (quote-part CFE) 603,5 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel** s'élève à 19,4 millions d'euros, en baisse de 33,7% par rapport au 30 juin 2012. Cette diminution provient pour l'essentiel des activités de construction et «multitechniques». Les résultats des activités PPP - Concessions et Rail & Routes sont de bonne qualité, tandis que ceux des activités de dragage, après un premier trimestre difficile, progressent, les grands travaux au Qatar et en Australie n'ayant finalement démarré qu'en fin de premier trimestre 2013.

Le **résultat net part du groupe** s'élève à 0,2 millions d'euros contre 14,0 millions d'euros au 30 juin 2012.

Les **prises de commandes cumulées** au 30 juin 2013 totalisent 949 millions d'euros, dont 504 millions d'euros en Contracting et 422 millions d'euros en Dragage et Environnement.

Le **carnet de commandes** s'élève à 2.734,1 millions d'euros, en baisse de 4,7% par rapport au 31 décembre 2012. Cette baisse provient du Dragage et Environnement qui diminue de 10,9%.

2. Analyse par pôle de l'activité, des résultats et du carnet de commandes

Pôle Construction

Chiffre d'affaires

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012	Variation en %
Génie Civil	68,8	77,7	-11,5%
Bâtiment Benelux	222,5	215,8	+3,1%
Bâtiment International	49,8	31,1	+60,1%
Total	341,1	324,6	+5,1%

Le chiffre d'affaires du semestre est en légère augmentation. Au sein du pôle, les évolutions sont cependant sensiblement différentes:

- Diminution de l'activité en génie civil au Benelux, la tendance relevée depuis plus d'un an se poursuit, le marché restant sous pression;
- Baisse de l'activité Bâtiment au Benelux dans la plupart des filiales suite aux conditions hivernales exceptionnelles mais regain d'activité chez BPC et MBG;
- Reprise de l'activité Bâtiment en Pologne;
- Croissance de l'activité Bâtiment à la grande exportation
Cette croissance est cependant inférieure aux attentes suite au démarrage différé d'un projet au Tchad.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du pôle est en net repli et négatif (-7,2 millions d'euros). Cette perte s'explique par:

- Les conditions climatiques exceptionnelles connues en début d'année ayant entraîné des pertes directes sur chantiers et une non-couverture de frais généraux;
- Une perte significative sur un chantier, dans les cantons de l'Est;
- Une insuffisance d'activité en génie civil;
- Le démarrage différé de projets au Tchad et l'attente d'approbation d'avenants.

Aux Pays-Bas, sur un grand projet à Amsterdam, les négociations entamées en début d'année avec le client, afin de trouver un accord équilibré et définitif, ont permis d'aboutir à un accord entre toutes les parties concernées.

Résultat net part du groupe

Le résultat net est négatif (-9,0 millions d'euros contre -1,7 millions d'euros au premier semestre 2012).

Carnet de commandes

En millions d'euros	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012	Variation en %
Génie Civil	186,1	190,6	-2,4%
Bâtiment Benelux	550,4	527,8	+4,3%
Bâtiment International	255,6	245,8	+4%
Total	992,1	964,2	+2,9 %

Les grandes tendances observées sont les suivantes:

- Difficultés de renouvellement du carnet de commandes en génie civil dans un marché en contraction. La situation s'est stabilisée en Flandre et aux Pays-Bas;
- Renforcement du carnet de commandes en BPC par une prise de commande significative à Bruxelles (immeuble «Le Toison d'Or») ainsi qu'en rénovation chez Amart, alors qu'il se tasse dans les autres filiales belges.
- Au Grand-Duché de Luxembourg, le carnet de commandes de CLE retrouve, après quelques années difficiles, un niveau satisfaisant;
- Renouvellement marqué du carnet de commandes en Pologne après des années 2011 et 2012 en forte réduction d'activité;
- Croissance du carnet de commandes Bâtiment à l'International.
- CFE International a engrangé au cours du semestre une commande importante au Tchad (université de Toukra – phase 2).

Pôle Rail & Routes

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du pôle Rail & Routes croît de 7,5 % et atteint 44,2 millions d'euros. La croissance s'observe en rail, l'activité routière, suite aux conditions hivernales, diminuant légèrement.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 1,4 millions d'euros contre 1,7 millions d'euros au premier semestre 2012 soit une diminution de 16,5%. D'une façon générale, le résultat est satisfaisant dans l'activité rail, l'activité routière ayant été affectée quant à elle par la rigueur de l'hiver.

Résultat net part du groupe

Le résultat net s'élève à 0,8 million d'euros contre 1,0 million d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes s'élève à 81,8 millions d'euros, soit une hausse de 24,3% par rapport au 31 décembre 2012. Cette hausse se réalise principalement en routes et en signalisation ferroviaire.

Les perspectives actuelles restent favorables, des appels d'offres significatifs étant en cours dans l'activité rail.

Pôle Multitechnique

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du pôle Multitechnique s'élève à 77,7 millions d'euros soit une augmentation de 4,7% par rapport à l'exercice précédent (2,2% à périmètre comparable). Le chiffre d'affaires à l'International, sous l'influence de VMA qui a obtenu des contrats en Turquie, Pologne et Hongrie pour de grands constructeurs automobiles, est en croissance, tandis qu'en Belgique, un léger tassement est constaté dans certaines filiales.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel dégage une perte de -6,1 millions d'euros (-0,1 million d'euros au 1^{er} semestre 2012). Cette perte est principalement imputable à une filiale située en Flandre Occidentale qui fait l'objet d'une restructuration.

Cette situation a conduit CFE à déprécier totalement le goodwill (-1,7 millions d'euros) de cette société.

Résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe est quant à lui de -6,9 millions d'euros contre -0,7 million d'euros au 1^{er} semestre 2012, la dépréciation du goodwill s'ajoutant à ce montant.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes s'élève à 162,7 millions d'euros, soit une diminution de 1,8% par rapport au 31 décembre 2012. Une tendance similaire à celle du chiffre d'affaires est observée.

Pôle Promotion et Gestion Immobilières

Dans un marché résidentiel un peu plus calme mais qui reste soutenu, de nombreux projets viennent d'être lancés à Uccle (projet Ilya), au Grand-Duché de Luxembourg (résidence services à Bettembourg) et en Pologne (projet Obosowa à Varsovie).

L'encours immobilier diminue légèrement malgré le lancement des chantiers précités, la commercialisation des projets résidentiels en cours (Belview à Bruxelles, Gdansk en Pologne) se poursuivant à un rythme soutenu. L'encours de commercialisation reste faible (15%), l'augmentation résultant de la livraison d'un immeuble au cours du semestre (Brusilia).

L'encours de développement diminue, alors que simultanément CFE a pris une participation de 33% dans le projet de la galerie Kons au Grand-duché de Luxembourg. Ce projet, dont une partie substantielle a été louée à une banque internationale de renom, fera l'objet d'un développement dès le début 2014.

Evolution de l'encours immobilier

En millions d'euros	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
Encours de commercialisation	24	19
Encours de construction	46	45
Encours de développement	95	102
Total	165	166

Résultat opérationnel

Le décalage de certaines transactions au second semestre 2013 a pesé temporairement sur le résultat d'exploitation. Celui s'élève à 1,2 millions d'euros contre 5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Résultat net part du groupe

Le résultat net est légèrement positif alors qu'il s'élevait à 2,8 millions d'euros à la fin du 1^{er} semestre 2012.

Le premier semestre 2013 a été marqué par la cession à CB-Richard Ellis de la participation (66%) détenue par CFE dans la société de «Facility et Property management» Sogesmaint-CB Richard Ellis.

Cette cession n'a pas d'impact significatif en termes de chiffre d'affaires et de résultat.

Parallèlement, CFE a décidé de développer, sous le nom de Sogesmaint, une activité intégrée de *Facility, Property & Project Management* en synergie avec les activités du groupe. L'activité de Sogesmaint sera axée sur le développement durable, celle-ci offrant aux clients les différents services du groupe en matière de rénovation et d'optimisation des énergies.

Pôle Dragage et Environnement

(les montants communiqués dans ce chapitre, relatifs à DEME sont donnés à 100 %, CFE détenant pour sa part 50% de cette société)

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de DEME s'élève à 1.207 millions d'euros, soit une progression de 33,5% par rapport à l'exercice précédent (904 millions d'euros).

En fin de 1^{er} trimestre, les grands travaux au Qatar et en Australie ont enfin démarré tandis que s'achevaient en fin de semestre les travaux d'installation des éoliennes en mer du Nord pour C-Power.

Evolution de l'activité par métier

En %	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Capital dredging	52%	48%
Maintenance dredging	10%	17%
Fallpipe et landfalls	7%	13%
Environnement	6%	9%
Marine works	25%	13%
Total (millions euros)	1.207,0	904,1

Evolution de l'activité par zone géographique

En %	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Europe (EU)	44%	49%
Europe (non EU)	1%	4%
Afrique	10%	14%
Amériques	3%	6%
Asie et Océanie	30%	17%
Moyen-Orient	11%	6%
Inde et Pakistan	1%	4%
Total (millions euros)	1.207,0	904,1

Résultat opérationnel

La première partie de l'année a été marquée par des conditions climatiques difficiles et par une occupation moindre de la flotte en l'attente du démarrage des grands travaux au Qatar et en Australie.

L'«EBITDA» du semestre est cependant en augmentation de 26,3% et atteint 181,1 millions d'euros contre 144,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Le résultat opérationnel progresse fortement et s'élève à 71,9 millions d'euros (51,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012).

Résultat net part du groupe

Le résultat net progresse de 24% et s'élève à 34,4 millions d'euros contre 27,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Le plan pluriannuel 2008-2012 d'investissement est achevé. L'endettement financier net de DEME à fin juin 2013, influencé par le paiement d'échéances importantes relatives au plan précité, s'élève à 822 millions d'euros, contre 742 millions d'euros à fin 2012.

En ce début d'exercice 2013, DEME a émis un emprunt obligataire de 200 millions d'euros. Cet emprunt destiné à refinancer une partie de la dette existante, tout en assurant une diversification des sources de financement et en allongeant sa maturité, a rencontré un franc succès, l'emprunt ayant été entièrement souscrit.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes de DEME est en diminution (-10,9%). Il s'élève à 2.954 millions d'euros (contre 3.317 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Compte tenu du caractère exceptionnel des commandes engrangées au cours de l'exercice précédent (Wheatstone et Doha Port), cette diminution est logique et était attendue.

Au cours de ce semestre, GeoSea a poursuivi son développement dans le domaine des énergies renouvelables en obtenant, au Royaume-Uni, l'installation de 35 fondations d'éoliennes et en Allemagne de 77 fondations pourvues d'une protection anti-affouillement.

Début juillet, DEME a obtenu 250 millions d'euros de commandes dans les domaines liés à l'énergie. Une centaine de millions est déjà compris dans le carnet de commandes précité.

Pôle PPP – Concessions

Le pôle PPP - Concessions, sous l'impulsion de Rent-A-Port présente des résultats satisfaisants. Le résultat net part du groupe est en amélioration et s'élève à 2,1 millions d'euros (0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2012).

L'activité propre à CFE se concentre sur de nouvelles études, l'offre pour la prison de Haren ayant été perdue.

3. Commentaires sur l'état consolidé de la situation financière, le flux de trésorerie et les investissements

L'endettement financier net (*) s'élève à 524,7 millions d'euros, contre 420 millions d'euros au 30 juin 2012 et 400 millions d'euros au 31 décembre 2012. Cet endettement se décompose, d'une part, en un endettement long terme de 584 millions d'euros se composant principalement du produit de l'emprunt obligataire émis par CFE (100 millions d'euros), l'emprunt obligataire émis par DEME (200 millions d'euros soit 100 millions d'euros en quote-part CFE), des crédits couvrant l'acquisition des bateaux de DEME et, d'autre part, en une trésorerie nette positive de 59 millions d'euros. Les flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements s'élèvent pour l'année à 39 millions d'euros, à comparer à 128 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Ces investissements concernent principalement le programme d'investissements de DEME.

L'augmentation du besoin de fonds de roulement de 127 millions d'euros s'explique par:

- Le paiement par DEME, au cours de ce semestre, d'échéances importantes relatives aux acquisitions de dragues;
- L'acquisition du foncier du projet Kons Gallery au Grand-Duché de Luxembourg;
- Le préfinancement en période de construction des projets «Hôtel de police de Charleroi» et «Tritomas»;
- L'incidence des conditions hivernales;
- Un allongement des délais de paiement des clients.

Le montant des fonds propres après distribution du dividende de l'exercice 2012 (15,1 millions d'euros) atteint 515 millions d'euros.

CFE dispose, pour sa part, de lignes de crédit confirmées à moyen terme destinées au financement général de la société à hauteur de 100 millions d'euros, dont 75 millions d'euros ne sont pas utilisées au 30 juin 2013. Les projets de type PPP – Concessions font l'objet de financements spécifiques sans recours contre l'entreprise au titre du financement. Les acquisitions de dragues et autres équipements maritimes par DEME font quant à elles, l'objet de financements spécifiques adossés à ces actifs.

Exercice clôturé au 30 juin (milliers d'euros)	2013	2012
Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation	-65.127	62.930
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement	-38.995	-127.605
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	67.354	60.122
Augmentation/diminution nette de la trésorerie	-36.768	-4.553
Capitaux propres hors minoritaires à l'ouverture au 31 décembre	524.612	501.702
Capitaux propres hors minoritaires à la clôture au 30 juin	511.740	498.859
Résultat net part du groupe du semestre	218	14.043
ROE	0,0%	2,8%

Données par action

	30 juin 2013	30 juin 2012
Nombre total d'actions	13.092.260	13.092.260
Résultat opérationnel après déduction des charges financières nettes, par action	0,22	1,45
Résultat net part du groupe par action	0,02	1,07

(*) L'endettement financier net ne tient pas compte des justes valeurs des produits dérivés qui représente au 30 juin 2013 un passif de 32 millions d'euros.

4. Informations sur les tendances

Le 1^{er} semestre a été particulièrement difficile dans les pôles Construction et Multitechnique.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2013 devrait croître mais compte tenu des éléments précités relatifs aux activités «Construction» et «Multitechnique», le résultat prévu pour l'année sera inférieur à celui de l'exercice précédent.

Les perspectives des autres métiers restent en revanche favorables, en particulier dans le dragage.

5. Informations concernant l'action

Au 31 décembre 2012, le capital de CFE était représenté par 13.092.260 actions.

Chaque action donne droit à une voix. Il n'y a eu aucune émission d'obligations convertibles ou de warrants. Les institutions financières auprès desquelles les titulaires d'instruments financiers peuvent exercer leurs droits financiers sont les suivantes: BNP Paribas Fortis, banque Degroof et ING Belgique.

La banque Degroof a été désignée quant à elle «Main Paying Agent».

6. Risques et incertitudes

Les risques inhérents aux secteurs d'activités décrits dans le rapport annuel 2012 sont toujours d'actualité pour le second semestre 2013.

7. Transactions avec parties liées

Au premier semestre 2013, il n'y a pas de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2012

8. Actionnariat

En date du 12 août 2013, Vinci Construction a informé CFE, en application des dispositions de l'article 74 de la loi belge du 1^{er} avril 2007, qu'il n'est intervenu aucune modification dans la détention du capital depuis la précédente notification du 16 août 2012, celle-ci s'élevant à 46,84%.

9. Corporate governance

L'assemblée générale qui s'est tenue le 2 mai 2013 a reconduit les mandats d'administrateur de Ph. Delusinne, J. Steyaert (tous deux administrateurs indépendants), les mandats de R. Francioli, Ch. Labeyrie ainsi que celui de R. Bentégeat (administrateur délégué).

États financiers intermédiaires résumés et consolidés et notes

COMPTE DE RESULTATS RESUME CONSOLIDE

Exercice clôturé au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Jun 2013	Jun 2012 (*)
Chiffre d'affaires		1.082.781	905.910
Produits des activités annexes	6	39.903	26.310
Achats		(708.418)	(547.210)
Rémunérations et charges sociales		(205.582)	(186.219)
Autres charges opérationnelles		(125.491)	(115.890)
Dotations aux amortissements		(62.144)	(53.636)
Dépréciation des goodwill		(1.660)	-
Résultat opérationnel		19.389	29.265
Coûts de l'endettement financier brut	7	(12.907)	(10.100)
Produits financiers des placements de trésorerie	7	2.545	3.022
Autres charges financières	7	(11.954)	(11.109)
Autres produits financiers	7	5.767	7.885
Résultat financier		(16.549)	(10.302)
Résultat avant impôts pour la période		2.840	18.963
Impôts sur le résultat	9	(6.873)	(3.164)
Résultat de la période		(4.033)	15.799
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		4.031	(1.384)
Résultat (y compris part des participations ne donnant pas le contrôle) pour la période		(2)	14.415
Participations ne donnant pas le contrôle	8	220	(372)
Résultat – Part du groupe		218	14.043
Résultat net part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		0,02	1,07

ETAT RESUME CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Jun 2013	Jun 2012 (*)
Résultat – Part du groupe		218	14.043
Résultat (y compris part des participations ne donnant pas le contrôle) pour la période		(2)	14.415
Variations de juste valeur liées aux instruments de couverture		6.108	(5.919)
Ecart de conversion		(1.703)	2.791
Impôt différé		(1.769)	1.450
Changement de mode de consolidation (net d'impôt différé)		0	0
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net		2.636	(1.678)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		0	(3.078)
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net		0	(3.078)
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres		2.636	(4.756)
Résultat global :		2.634	9.659
- Part du groupe		3.053	9.282
- Part des participations ne donnant pas le contrôle		(419)	377
Résultat global part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		0,23	0,71

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IAS19 amendée, Avantages du personnel tel que décrit dans la note 3.2.

ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Jun 2013	Décembre 2012(*)
Immobilisations incorporelles		11.993	12.651
Goodwill	5	31.740	33.401
Immobilisations corporelles	10	958.727	980.434
Immeubles de placement	11	2.372	2.056
Sociétés mises en équivalence	12	23.840	18.364
Autres actifs financiers non courants		73.041	56.586
Instruments dérivés non courants		0	0
Autres actifs non courants		6.075	9.283
Actifs d'impôts différés		32.020	22.787
Total actifs non courants		1.139.808	1.135.562
Stocks	14	194.325	186.534
Créances commerciales et autres créances d'exploitation		845.068	732.466
Autres actifs courants		84.952	84.240
Instruments dérivés courants	17	0	0
Actifs financiers courants		208	153
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	221.941	260.602
Total actifs courants		1.346.494	1.263.995
Total de l'actif		2.486.302	2.399.557
Capital		21.375	21.375
Prime d'émission		61.463	61.463
Plus-value de réévaluation		1.088	1.088
Réserve liée aux instruments de couverture		(13.334)	(17.673)
Résultats non distribués		437.367	452.205
Écarts de conversion		3.781	6.154
Capitaux propres – Part du groupe CFE		511.740	524.612
Participations ne donnant pas le contrôle		3.587	6.227
Capitaux propres		515.327	530.839
Engagements de retraites et avantages du personnel		21.451	21.239
Provisions	15	11.245	10.679
Autres passifs non courants		58.141	70.745
Emprunts obligataires	18	199.831	100.000
Dettes financières	18	384.135	379.120
Instruments dérivés non-courants	18	26.914	32.853
Passifs d'impôts différés		13.791	13.789
Total passifs non courants		715.508	628.425
Provisions pour pertes à terminaison	15	12.377	11.652
Autres provisions courantes	15	21.383	24.168
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	13	648.252	689.475
Passifs d'impôts exigibles		33.588	21.579
Dettes financières	18	162.650	181.474
Instruments dérivés courants		5.758	4.201
Autres passifs courants	13	371.459	307.744
Total passifs courants		1.255.467	1.240.293
Total des capitaux propres et passifs		2.486.302	2.399.557

(*)Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IAS19 amendée, Avantages du personnel tel que décrit dans la note 3.2.

TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2013	Juin 2012
Activités opérationnelles			
Résultat – Part du groupe		218	14.043
Amortissements sur immobilisations (in) corporelles et immeubles de placement		62.144	53.636
Perte/(bénéfice) sur actifs financiers courants et non courants		0	(68)
Dotations nettes aux provisions		(2.275)	(6.575)
Réduction de valeur sur actifs courants et non courants		3.249	(1.902)
Ecarts de change étranger non réalisés (bénéfice)/perte		1.316	(1.710)
Produits d'intérêts & d'actifs financiers		(2.545)	(3.286)
Charges d'intérêts		13.029	9.816
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		649	1.504
Perte/(bénéfice) relatifs à la cession des immobilisations corporelles		(1.275)	(956)
Charges d'impôts de l'exercice		6.873	3.164
Participations ne donnant pas le contrôle		(256)	372
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		(4.031)	1.384
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement		77.096	69.422
Diminution/(augmentation) des créances commerciales et autres créances courantes et non courantes		(157.482)	(135.902)
Diminution/(augmentation) des stocks		(4.010)	(2.286)
Augmentation/(diminution) des dettes commerciales et des autres dettes courantes et non courantes		34.062	145.352
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		(50.334)	76.586
Intérêts payés		(13.029)	(9.816)
Intérêts reçus		2.545	3.022
Impôts sur le résultat payé /reçu		(4.309)	(6.862)
<u>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles</u>		<u>(65.127)</u>	<u>62.930</u>
Activités d'investissement			
Vente d'immobilisations		3.069	8.754
Acquisition d'immobilisations		(42.028)	(131.680)
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	5	0	(3.997)
Diminution/(Augmentation) de capital des sociétés mises en équivalence		(460)	(682)
Cession de filiales	5	424	0
<u>Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement</u>		<u>(38.995)</u>	<u>(127.605)</u>
Activités de financement			
Emprunts		170.165	216.006
Remboursements des dettes		(85.332)	(140.828)
Dividendes payés		(15.056)	(15.056)
Variation du pourcentage détenu dans les sociétés contrôlées		(2.423)	0
<u>Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement</u>		<u>67.354</u>	<u>60.122</u>
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie		(36.768)	(4.553)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		260.602	208.347
Effets de change		(1.893)	2.332
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		221.941	206.126

Les acquisitions et ventes de filiales sous déduction de la trésorerie acquise n'incluent pas les entités qui ne constituent pas un regroupement d'entreprises (pôles promotion et gestion immobilières et PPP-concessions); celles-ci ne sont donc pas considérées comme des opérations d'investissement et sont directement reprises dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

ETAT RESUME CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour la période se terminant le 30 juin 2013

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve liée aux instruments de couverture	Plans de pensions à prestations définies	Plus-value de réévaluation	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2012	21.375	61.463	460.012	(17.673)	0	1.088	6.154	532.419	6.227	538.646
IAS19 amendée			294		(8.101)			(7.807)		(7.807)
Après révision IAS19	21.375	61.463	460.306	(17.673)	(8.101)	1.088	6.154	524.612	6.227	530.839
Résultat global de la période			218	4.339	0		(1.504)	3.053	(419)	2.634
Dividendes payés aux actionnaires			(15.056)					(15.056)		(15.056)
Dividendes des minoritaires									(462)	(462)
Modification de périmètre							(869)	(869)	(1.759)	(2.628)
Juin 2013	21.375	61.463	445.468	(13.334)	(8.101)	1.088	3.781	511.740	3.587	515.327

Pour la période se terminant le 30 juin 2012 (*)

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve liée aux instruments de couverture	Plans de pensions à prestations définies	Plus-value de réévaluation	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2011	21.375	61.463	425.999	(11.646)	0	1.088	3.423	501.702	7.059	508.761
IAS19 amendée					(1.954)			(1.954)		(1.954)
Après révision IAS19	21.375	61.463	425.999	(11.646)	(1.954)	1.088	3.423	499.748	7.059	506.807
Résultat global de la période			14.043	(4.469)	(3.078)		2.786	9.282	377	9.659
Dividendes payés aux actionnaires			(15.056)					(15.056)		(15.056)
Dividendes des minoritaires									(792)	(792)
Juin 2012	21.375	61.463	424.986	(16.115)	(5.032)	1.088	6.209	493.974	6.644	500.618

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IAS19 amendée, Avantages du personnel tel que décrit dans la note 3.2.

CAPITAL ET RESERVES

Le capital est constitué de 13.092.260 actions ordinaires. Il s'agit d'actions sans désignation de valeur nominale. Les propriétaires d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes et ont le droit à une voix par action aux assemblées générales des actionnaires de la société.

Le 27 février 2013, un dividende de 15.056 milliers d'euros, correspondant à 1,15 euros brut par action, a été proposé par le conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée Générale du 2 mai 2013. Ce dividende a été mis en paiement.

Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action étant donné l'absence d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation.

Il se calcule comme suit :

RÉSULTAT PAR ACTION AU 30 JUIN (milliers d'euros)

	2013	2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	218	14.043
Résultat global (part du groupe)	3.053	9.282
Nombre d'actions ordinaires à la date de clôture	13.092.260	13.092.260
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires	13.092.260	13.092.260
Bénéfice de base (dilué) par action en euros	0,02	1,07
Résultat global (part du groupe) par action en euros	0,23	0,71

1. PRINCIPES GENERAUX

2. METHODES DE CONSOLIDATION

- 2.1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION
- 2.2. OPÉRATIONS INTRA-GROUPE
- 2.3. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS
- 2.4. OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION

- 3.1. RECOURS À DES ESTIMATIONS
- 3.2. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : APPLICATION DE L'IAS 19 AMENDÉE « AVANTAGES DU PERSONNEL »

4. INFORMATION SECTORIELLE

- 4.1. ELEMENTS DE L'ÉTAT RESUME CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL
- 4.2. ÉTAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE
- 4.3. TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
- 4.4. AUTRES INFORMATIONS
- 4.5. SECTEURS GEOGRAPHIQUES

5. ACQUISITIONS ET CESSIIONS DE FILIALES

6. PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES

7. RESULTAT FINANCIER

8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

9. IMPOTS SUR LE RESULTAT

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

11. IMMEUBLES DE PLACEMENT

12. SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

13. CONTRATS DE CONSTRUCTION

14. STOCKS

15. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS

16. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

18. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

- 18.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET, TEL QUE DÉFINI PAR LE GROUPE, S'ANALYSE COMME SUIT :
- 18.2. ÉCHÉANCIER DES DETTES FINANCIÈRES
- 18.3. LIGNES DE CRÉDIT ET PRÊTS À TERME BANCAIRES
- 18.4. CONVENANTS FINANCIERS

19. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS

- 19.1. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊTS
- 19.2. RÉPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME
- 19.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATÉGORIE COMPTABLE

20. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

21. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS

22. LITIGES

23. PARTIES LIEES

24. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

25. IMPACT DES MONNAIES ETRANGERES

26. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

27. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

28. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Préambule

Le conseil d'administration a donné son autorisation pour la publication des états financiers intermédiaires résumés et consolidés le 27 août 2013.

[PRINCIPALES TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2013 ET LES SIX PREMIERS MOIS DE 2012 AVEC EFFET SUR LE PERIMETRE DU GROUPE CFE](#)

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2013

1. Pôle construction

Néant.

2. Pôle multitechnique

Le 28 janvier 2013, le groupe CFE a acquis les 35% des titres de la société Elektro Van De Maele N.V. dont il n'était pas encore propriétaire. Cette société, qui a été renommée VMA WEST NV, est désormais détenue à 100%. La méthode de consolidation demeure inchangée.

Le 28 mai 2013, le groupe CFE a décidé d'exercer son option d'achat sur le solde des actions détenues dans la SA Brantegem, spécialisée en HVAC et en installations sanitaires, et d'acquérir ainsi les 35% des titres dont il n'était pas encore propriétaire. La société Brantegem est désormais détenue à 100%. La méthode de consolidation demeure inchangée.

Le 7 juin 2013, la société Prodfroid SA, spécialisée dans l'installation de conditionnement d'air et la réfrigération industrielle et commerciale, a changé sa dénomination en Procool SA.

3. Pôle promotion et gestion immobilières

Le 28 février 2013, le groupe CFE, a acquis par sa filiale CLI, et en partenariat avec d'autres promoteurs immobiliers, 33.3% de la société anonyme de droit luxembourgeois, PEF KONS INVESTMENT SA, un foncier important au Grand-Duché de Luxembourg, dans le but de développer un projet mixte de bureaux, commerces et logements (Projet Kons Gallery). Cette société est intégrée par mise en équivalence.

Le 1^{er} mars 2013, la société CFE Immo, filiale du groupe CFE, a acquis 50% des actions des sociétés Rederij Marleen BVBA et Rederij Ishtar BVBA en vue de réaliser une opération immobilière sur des terrains situés à Ostende.

Le 13 juin 2013, le groupe CFE a décidé de céder la totalité de sa participation (66%) dans sa filiale de Property et Facility management Sogesmaint-CB Richard Ellis SA à CBRE. Parallèlement, CFE reprend la participation détenue par Sogesmaint-CB Richard Ellis SA dans sa filiale grand-ducale ainsi que certains contrats de Property et Facility management en Belgique.

4. Pôle dragage et environnement

Au cours du 1^{er} semestre 2013, la co-entreprise DEME a acquis par le biais de ses filiales :

- 100 % de la société nouvellement créée DEME Concessions, qui a été intégrée selon la méthode globale, et
- 35 % de la société nouvellement créée Bluepower, qui a été consolidée selon la méthode d'intégration proportionnelle

5. Pôle PPP-concessions

Néant.

6. Pôle rail & routes

Néant.

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2012

1. Pôle construction

Au cours du 1^{er} semestre 2012, la société Aannemingen Van Wellen SA a transféré ses activités routières au nouveau pôle d'activités « rail & routes ». Bien que les activités « bâtiments » et « rail & routes » demeurent dans la même entité juridique « Aannemingen Van Wellen NV », ces activités sont désormais présentées respectivement dans les pôles « construction » et « rail & routes ».

La succursale CFE EcoTech, historiquement présentée au sein du pôle construction est désormais présentée au sein du pôle multitechnique.

2. Pôle multitechnique

Au cours du 1^{er} semestre 2012, la succursale CFE EcoTech, active dans le traitement des eaux, a rejoint le pôle « multitechnique ». Son activité est, en effet, étroitement liée à certains métiers électro-mécaniques réalisés par des entités du pôle « multitechnique ».

Dans cette même optique de réorganisation des pôles, les sociétés Engema et Louis Stevens & Co, précédemment présentées au sein du pôle « multitechnique », ont également été transférées, au cours du 1^{er} semestre 2012, vers le nouveau pôle d'activités « rail & routes ».

3. Pôle promotion et gestion immobilières

Le 15 février 2012, le groupe CFE a acquis, par sa filiale en Pologne, 47% des actions de la société Immax2 Sp. z o.o. Celle-ci a pour objet le développement d'un projet immobilier résidentiel à Gdansk.

Le 23 février 2012, la société BPI, filiale du groupe CFE, a acquis 50% des titres de la société Les Jardins de Oisquercq SPRL en vue de réaliser une opération immobilière sur un terrain situé à Oisquercq (Tubize).

Au cours du 1^{er} trimestre 2012, les filiales VM Property I SA et VM Property II SPRL, détenues à 40% par le groupe CFE, ont créé la société VM Office SA pour développer la partie « bureaux » du projet immobilier Van Maerlant à Bruxelles.

Le 27 avril 2012, la société CFE Immo, filiale du groupe CFE, a acquis 50% des titres des sociétés Immo Keyenveld 1 SA, Immo Keyenveld 2 SA, Immo PA33 1 SA, Immo PA33 2 SA, Immo PA44 1 SA et Immo PA44 2 SA nouvellement créées dans le cadre du projet « Solvay ». Ce projet consiste en la reconversion du site de l'ancien siège social du groupe Solvay situé à Ixelles.

Le 29 mai 2012, le groupe CFE a acquis, par sa filiale Sogesmaint-CBRE, 32,34% des titres de la société Sogesmaint-CBRE Company Management société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée nouvellement créée.

4. Pôle dragage et environnement

Au cours du 1^{er} semestre 2012, la co-entreprise DEME a acquis par le biais de ses filiales :

- 22,5 % de la société nouvellement créée Terranova Solar NV, qui a été intégrée selon la méthode de mise en équivalence, et

5. Pôle PPP-concessions

Néant.

6. Pôle rail & routes

Le 22 février 2012, le groupe CFE a acquis la totalité des titres de la société Remacom NV, située dans la région gantoise. Cette société est spécialisée dans la pose de voies de chemin de fer.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES GENERAUX

IFRS TELS QU'ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Les états financiers intermédiaires résumés et consolidés semestriels ont été établis et présentés de manière résumée conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire. En conséquence, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent être lues en relation avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2012.

Les principes comptables retenus sont les mêmes que ceux utilisés dans la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception de l'adoption de :

- Application des nouvelles dispositions de la norme IAS 19 Avantages du personnel. Les impacts inhérents à l'application de celle-ci sont décrits dans la note 3.2.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013

- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Améliorations aux IFRS (2009-2011) (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à l'IFRS 1 Première adoption des IFRS – Emprunts publics (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à l'IAS 1 Présentation des états financiers – Présentation des autres éléments du résultat global (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012)
- Amendements à IFRS 1 Première adoption des IFRS – Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à l'IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à l'IAS 12 Impôts sur le résultat – Impôt différé: Recouvrement des actifs sous-jacents (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à l'IAS 19 Avantages du personnel (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)

L'application de ces normes et interprétations n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés du groupe, à l'exception de l'application des nouvelles dispositions de la norme IAS 19 Avantages du personnel.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS ÉMISES MAIS PAS ENCORE APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013

Le groupe n'a pas anticipé les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2013

- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 Etats financiers consolidés et informations à fournir – Sociétés d'investissement (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)
- IFRS 10 Etats financiers consolidés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 11 Partenariats (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 9 Instruments financiers et les amendements liés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à l'IAS 27 Etats financiers individuels (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à l'IAS 28 Participations dans des entreprises associées et coentreprises (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à l'IAS 32 Instruments financiers : présentation – Compensation des actifs et passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à IAS 36 – Dépréciation d'actifs – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IAS 39 – Instruments financiers – Remplacement de dérivés et la continuité de la comptabilité de couverture (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)

- IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014, mais non encore adoptés au niveau européen)

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours. Le groupe ne s'attend pas à des modifications significatives à l'exception de l'application des normes:

- IFRS 10, 11 qui redéfinissent la notion de contrôle ainsi que les critères de choix de la méthode d'intégration des entités consolidées. A partir de l'exercice social 2014, un plus grand nombre de filiales seront intégrées selon la méthode de mise en équivalence. La structure des états financiers sera modifiée en termes de présentation; le résultat net et l'actif net du groupe ne seront pas affectés. L'application de cette nouvelle norme ne permettra plus la consolidation de DEME selon la méthode proportionnelle. DEME devra être intégré par mise en équivalence. La contribution de DEME à la présentation actuelle du bilan et du compte de résultat est exposée dans la note 4. Information sectorielle.

2. METHODES DE CONSOLIDATION

2.1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle. Cela concerne notamment les sociétés momentanées, DEME et Rent-A-Port et certaines sociétés dans le pôle promotion et gestion immobilières. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Cela concerne principalement Locorail SA, Coentunnel Company BV, PPP Schulen Eupen SA, PEF Kons Investment SA, Van Maerlant Offices SA, Van Maerlant Property I SA & II SPRL, Van Maerlant Residential SA et C-Power NV, auprès de DEME.

Evolution du périmètre de consolidation

Nombre d'entités	Juin 2013	Décembre 2012
Intégration globale	58	59
Intégration proportionnelle	164	160
Mise en équivalence	30	29
Total	252	248

2.2. OPÉRATIONS INTRA-GROUPE

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les états financiers consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales;
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement; et
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

2.3. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des états financiers consolidés du groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultats. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les goodwill relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

2.4. OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date de l'opération. A la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultats.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les produits dérivés de change utilisés à des fins de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1. RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de construction;
- les évaluations retenues pour les tests de pertes de valeur;
- la valorisation des paiements en actions (charges IFRS 2);
- les évaluations des engagements de retraite;
- les évaluations des provisions; et
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur basée sur la valorisation « marked to market » fournie par les institutions financières.

3.2. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : APPLICATION DE L'IAS 19 AMENDÉE « AVANTAGES DU PERSONNEL »

Le groupe applique à compter du 1^{er} janvier 2013 les dispositions de la norme IAS 19 amendée « Avantages du personnel » qui introduit plusieurs modifications sur la comptabilisation des avantages de pension, dont notamment :

- la reconnaissance au bilan consolidé de l'intégralité des avantages de pensions accordés aux salariés du Groupe. L'option du corridor et la possibilité d'amortir en résultat le coût des services passés sur la durée moyenne d'acquisition des droits par les salariés sont supprimées ;
- les produits d'intérêts des actifs de couverture de régime de retraite sont désormais calculés à partir du même taux que les taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies ;
- la comptabilisation en résultat des impacts afférents aux modifications de régimes ;
- la reconnaissance des impacts de réestimation en autres éléments du résultat global : gains et pertes actuariels sur l'engagement, surperformance (sous-performance) des actifs du régime, c'est-à-dire l'écart entre le rendement effectif des actifs du régime et leur rémunération calculée sur la base du taux d'actualisation de la dette actuarielle, et variation de l'effet du plafonnement de l'actif. Ces impacts sont présentés dans l'état du résultat global consolidé.

La norme IAS 19 amendée « Avantages du personnel » étant d'application rétrospective, les états financiers comparatifs ont fait l'objet d'un retraitement. L'état consolidé de la situation financière pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012 a été impacté à hauteur des montants suivants :

	Décembre 2012, publié	Incidence IAS 19 amendée	Décembre 2012, après révision
Capitaux Propres, dont :			
	538.646	(7.807)	530.839
	<i>Report à nouveau</i>	294	
	<i>Autres éléments du résultat global</i>	(8.101)	
Passif, dont :			
	<i>Engagements de retraites et avantages du personnel</i>	7.807	21.239

4. INFORMATION SECTORIELLE

4.1 ELEMENTS DE L'ETAT RESUME CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

Au 30 juin	Chiffre d'affaires		EBIT			Résultat financier			Impôts			
	2013	2012	2013	%CA	2012	%CA	2013	2012	2013	Taux	2012	Taux
Construction	341.109	324.607	(7.246)	(2,12%)	(1.698)	(0,52%)	(347)	(595)	(1.283)	(16,90%)	177	7,72%
Promotion et gestion Immobilières	6.654	16.754	1.171	17,60%	5.003	29,86%	(2.361)	(1.609)	(119)	(10,00%)	(509)	15,00%
Multitechnique	77.674	74.157	(6.085)	(7,83%)	(109)	(0,15%)	(200)	(149)	(649)	(10,33%)	(429)	(166,2%)
Rail-routes	44.163	41.146	1.403	3,18%	1.681	4,09%	(116)	(216)	(488)	37,92%	(432)	29,49%
PPP-Concessions	2.939	6.489	(106)	(3,61%)	1.885	29,05%	(268)	(206)	(44)	(11,76%)	(1)	0,06%
Dragage et environnement	603.478	452.046	35.997	5,96%	25.581	5,66%	(15.073)	(8.948)	(4.195)	20,05%	(1.693)	10,18%
Retraitements DEME			(804)		(715)							
Holding			(3.463)		(2.446)		1.816	1.157	(7)	(0,43%)	(141)	(10,94%)
Eliminations entre pôles	6.764	(9.289)	182		200				(88)		(136)	
IAS 19 amendée					(117)			264				
Autres éléments non récurrents			(1.660)									
Total consolidé	1.082.781	905.910	19.389	1,79%	29.265	3,24%	(16.549)	(10.302)	(6.873)	(242,01%)	(3.164)	(16,82%)

Au 30 juin	Parts dans résultat des sociétés mises en équivalence		Résultat net part groupe			Eléments non cash			EBITDA			
	2013	2012	2013	%CA	2012	%CA	2013	2012	2013	%CA	2012	%CA
Construction			(8.972)	(2,63%)	(1.725)	(0,53%)	2.957	(4.490)	(4.289)	(1,26%)	(6.188)	(1,91%)
Promotion et gestion Immobilières	1.333	(134)	17	0,26%	2.778	16,58%	(709)	(104)	1.795	26,98%	4.765	28,44%
Multitechnique			(6.934)	(8,93%)	(727)	(0,98%)	2.307	1.331	(3.778)	(4,86%)	1.222	1,65%
Rail-routes			799	1,81%	1.034	2,51%	1.747	1.195	3.150	7,13%	2.876	6,99%
Concessions-PPP	2.411	(888)	2.091	71,15%	823	12,68%	88	35	2.393	81,43%	1.032	16%
Dragage et environnement	287	(362)	17.241	2,86%	13.892	3,07%	54.272	46.497	90.556	15,01%	71.716	15,86%
Retraitements DEME			(804)		(750)				(804)		(715)	
Holding			(1.654)		(1.493)		795	627	(2.668)		(1.819)	
Eliminations entre pôles			94		64				182		200	
IAS 19 amendée					147							
Autres éléments non récurrents			(1.660)				1.660					
Total consolidé	4.031	(1.384)	218	0,02%	14.043	1,53%	63.118	45.091	86.538	7,99%	73.089	8,07%

EBITDA/segment = EBIT + amortissements + autres éléments de non cash + quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence.

4.2 ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

au 30 juin 2013 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi- technique	Rail-routes	PPP- Conces- sions	Dragage et environ- nement	Holding et éliminations	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS									
Goodwill	911	11	15.174	5.676	0	9.968	0	0	31.740
Immobilisations corporelles	42.638	5.162	7.068	10.041	15.545	874.809	3.464	0	958.727
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	19.056	0	0	0	0	0	96.422	(115.478)	0
Autres actifs financiers non- courants	27.716	18.485	47	864	7.547	11.081	7.301	0	73.041
Autres postes de l'actif non- courant	5.353	5.118	3.417	860	10.814	41.686	190.336	(181.284)	76.300
Stocks	11.840	154.872	7.507	1.857	0	17.603	646	0	194.325
Trésorerie et équivalents de trésorerie	55.339	11.032	1.072	124	990	143.822	9.562	0	221.941
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	55.760	11.167	5.907	5.468	7.508	0	127.515	(213.325)	0
Autres actifs financiers courants – sociétés du groupe									
Autres postes de l'actif courant	469.530	34.122	73.712	55.107	3.608	298.040	28.652	(32.543)	930.228
Total de l'actif	688.143	239.969	113.904	79.997	46.012	1.397.009	463.898	(542.630)	2.486.302
PASSIFS									
Capitaux propres	20.211	8.400	34.288	25.069	7.640	389.841	211.022	(181.144)	515.327
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	20.400	58.386	4.550	0	15.685	0	16.667	(115.688)	0
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	99.831	100.000	0	199.831
Autres dettes financières non courantes	18.307	24.346	2.572	3.053	5.953	304.915	25.000	(11)	384.135
Autres postes de passifs non courants	40.697	23.343	1.002	1.216	4.476	48.782	11.945	81	131.542
Dettes financières courantes	1.867	(1)	1.474	688	243	150.028	8.351	0	162.650
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	40.629	81.137	7.046	6.147	3.307	0	74.847	(213.113)	0
Autres postes de passifs courants	546.032	44.358	62.972	43.824	8.708	403.612	16.066	(32.755)	1.092.817
Total des capitaux propres et passifs	688.143	239.969	113.904	79.997	46.012	1.397.009	463.898	(542.630)	2.486.302

au 31 décembre 2012 (*) (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi- technique	Rail-routes	PPP- Conces- sions	Dragage et environ- nement	Holding et éliminations	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS									
Goodwill	911	11	16.834	5.677	0	9.968	0	0	33.401
Immobilisations corporelles	43.542	5.054	7.493	10.161	15.754	895.156	3.274	0	980.434
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	19.290	0	0	0	(12.741)	0	106.256	(112.805)	0
Autres actifs financiers non- courants	16.521	20.741	48	647	5.604	9.916	3.109	0	56.586
Autres postes de l'actif non- courant	9.145	2.517	3.810	826	8.254	31.537	187.316	(178.264)	65.141
Stocks	11.877	147.960	7.225	2.119	0	16.706	647	0	186.534
Trésorerie et équivalents de trésorerie	64.853	10.847	4.771	(1.077)	2.674	97.220	81.314	0	260.602
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	86.882	616	5.774	5.889	0	0	117.715	(216.876)	0
Autres actifs financiers courants – sociétés du groupe									
Autres postes de l'actif courant	351.286	46.312	69.556	56.326	9.202	291.712	19.066	(26.601)	816.859
Total de l'actif	604.307	234.058	115.511	80.568	28.747	1.352.215	518.697	(534.546)	2.399.557
PASSIFS									
Capitaux propres	26.059	12.422	43.327	27.680	3.897	371.488	224.090	(178.124)	530.839
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	18.856	56.148	5.000	0	1.202	0	29.408	(110.614)	0
Autres dettes financières non courantes	2.540	25.803	2.267	2.959	10.511	300.070	135.000	(30)	479.120
Autres postes de passifs non courants	52.025	26.910	787	1.245	4.620	54.436	11.582	(2.301)	149.304
Dettes financières courantes	1.427	(1)	3.489	796	2.191	168.130	5.442	0	181.474
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	30.896	71.828	4.508	6.766	5.881	0	98.408	(218.287)	0
Autres postes de passifs courants	472.504	40.948	56.133	41.122	445	458.091	14.767	(25.190)	1.058.820
Total des capitaux propres et passifs	604.307	234.058	115.511	80.568	28.747	1.352.215	518.697	(534.546)	2.399.557

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application de l'IAS19 amendée, Avantages du personnel, tel qu'exposé en note 3.2.

4.3 TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

au 30 juin 2013 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi- technique	Rail-routes	PPP- Concessions	Dragage et environ- nement	Holding et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	(4.581)	(1.855)	(3.836)	2.974	(517)	86.366	(1.455)	77.096
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	(8.396)	1.450	336	6.202	(12.374)	(4.885)	(47.460)	(65.127)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(2.280)	424	(881)	(1.580)	(479)	(33.548)	(651)	(38.995)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	1.489	(1.424)	(3.154)	(3.421)	11.171	86.332	(23.639)	67.354
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(9.187)	450	(3.699)	1.201	(1.682)	47.899	(71.750)	(36.768)

au 30 juin 2012 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi- technique	Rail-routes	PPP- Concessions	Dragage et environ- nement	Holding et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	(6.829)	3.327	1.249	2.590	1.987	68.813	(1.715)	69.422
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	31.024	269	(1.003)	0	(5.496)	64.330	(26.194)	62.930
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(2.770)	(6)	(1.098)	(927)	(629)	(116.176)	(5.999)	(127.605)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	(35.650)	(1.554)	(351)	(2.218)	7.048	62.530	30.317	60.122
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(7.396)	(1.291)	(2.452)	(3.145)	923	10.684	(1.876)	(4.553)

Le flux de trésorerie provenant des activités de financement contient les montants de cash pooling par rapport aux autres segments. Un montant positif correspond à une consommation de liquidité dans le cash pooling. Cette rubrique est également influencée par des financements externes notamment et principalement dans le segment promotion et gestion immobilières, holding et dragage et environnement. Le segment dragage et environnement ne fait pas partie du cash pooling du groupe CFE.

4.4 AUTRES INFORMATIONS

au 30 juin 2013 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi- technique	Rail-routes	PPP- Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Total consolidé
Amortissements	(3.168)	(127)	(1.717)	(1.756)	(88)	(54.559)	(729)	(62.144)
Investissements	2.440	894	1.574	1.619	238	35.507	651	42.923

au 30 juin 2012 (milliers d'euros)	Construction	Promotion et gestion immobilières	Multi- technique	Rail-routes	PPP- Concessions	Dragage et environnement	Holding et éliminations	Total consolidé
Amortissements	(3.216)	(116)	(1.312)	(1.598)	(114)	(46.692)	(588)	(53.636)
Investissements	3.592	19.003	1.204	1.556	292	123.541	1.500	150.688

Les investissements incluent les acquisitions effectuées dans le cadre des activités d'investissement du groupe ainsi que les acquisitions réalisées par les pôles promotion et gestion immobilières et PPP-concessions dans le cadre des activités opérationnelles.

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU POLE CONSTRUCTION (milliers d'euros)

	Juin 2013	Juin 2012
Bâtiment Benelux	222.469	215.809
Génie Civil	68.818	77.691
Bâtiment International	49.822	31.107
Total	341.109	324.607

4.5 SECTEURS GEOGRAPHIQUES

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE CFE AU 30 JUIN (milliers d'euros)

	Juin 2013	Juin 2012
Belgique	525.671	467.923
Autres Europe	203.303	202.347
Moyen-Orient	66.287	34.044
Asie	25.635	28.274
Océanie	160.114	70.215
Afrique	82.233	75.962
Amériques	19.538	27.145
Total consolidé	1.082.781	905.910

5. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES

ACQUISITIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2013

Néant.

L'acquisition des minoritaires résiduels de Electro Van De Maele NV et Brantegem NV est considérée comme une opération de financement. Ces transactions sont présentées à ce titre en flux de trésorerie des activités de financement, au niveau du poste variation du pourcentage détenu dans les sociétés contrôlées.

Les acquisitions réalisées au niveau du pôle promotion et gestion immobilières ne sont pas des regroupements d'entreprises et par conséquent l'ensemble du prix payé est alloué aux terrains et constructions détenus en stock.

CESSIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2013

Juste valeur des actifs et passifs des filiales cédées au cours de la période

Le 13 juin 2013, le groupe CFE a décidé de céder la totalité de sa participation (66%) dans sa filiale de Property et Facility management Sogesmaint-CB Richard Ellis SA à CBRE.

Ce regroupement contribue à hauteur de 7 milliers d'euros au résultat du groupe au 30 juin 2012.

<u>(milliers d'euros)</u>	<u>Juste valeur</u>
Immobilisations corporelles	184
Autres actifs non courants	19
Autres actifs financiers non courants	124
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	3.968
Autres actifs courants	(168)
Autres actifs financiers courants	(100)
Autres passifs non courants	(2.156)
Dettes financières non courantes	221
Provisions courantes	(16)
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	(1.255)
Autres passifs courants	(386)
Juste valeur des actifs et passifs	435

RESULTAT GLOBAL

6. PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES

Les produits des activités annexes qui s'élèvent à 39.903 milliers d'euros (juin 2012 : 26.310 milliers d'euros) comprennent des plus-values sur immobilisations pour 1.306 milliers d'euros (juin 2012 : 1.377 milliers d'euros), ainsi que des locations, autres indemnisations et refacturations diverses pour 38.597 milliers d'euros (juin 2012 : 24.933 milliers d'euros). Les produits des activités annexes ont augmenté de près de 52% par rapport à l'année précédente.

7. RESULTAT FINANCIER

Au 30 juin (milliers d'euros)	2013	2012
Coût de l'endettement financier	(10.362)	(7.078)
Instruments dérivés - Juste valeur ajustée par le compte de résultat	452	(121)
Instruments dérivés utilisés comme instruments de couverture	0	0
Actifs valorisés à la juste valeur	0	0
Instruments financiers disponible à la vente	0	0
Actifs et passifs évalués aux coûts amortis - Produits sur disponibles	2.545	3.022
Actifs et passifs évalués aux coûts amortis - Charges d'intérêts	(13.359)	(9.979)
Autres charges et produits financiers	(6.187)	(3.224)
Gains (pertes) de change réalisés / non réalisés	(2.581)	(656)
Dividendes reçus des entreprises non consolidées	(8)	0
Réduction de valeurs sur actifs financiers	87	68
Autres	(3.685)	(2.636)
Résultat financier	(16.549)	(10.302)

L'évolution des gains (pertes) de change réalisés / non réalisés au 1^{er} semestre 2013 par rapport à la même période en 2012 s'explique principalement par la valorisation de l'euro par rapport à d'autres devises chez DEME.

8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Au 30 juin 2013, la part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat de l'exercice s'élève à 220 milliers d'euros (juin 2012 : (372) milliers d'euros) et est principalement liée au groupe DEME.

9. IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôts s'élève à 6.873 milliers d'euros au premier semestre 2013, contre 3.164 milliers d'euros au premier semestre 2012. Le taux effectif d'impôt est de 242 % contre 16,7% au 30 juin 2012.

Ce taux est supérieur au taux d'impôt théorique de 33,99% (taux d'imposition en vigueur en Belgique) principalement du fait que des pertes dégagées par certaines filiales n'ont pas donné lieu à la reconnaissance d'impôts différés actif lorsqu'il n'est pas certain qu'un bénéfice imposable futur soit suffisant pour permettre aux filiales de récupérer leurs pertes fiscales.

SITUATION FINANCIERE

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Période du 1er janvier au 30 juin 2013 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	En construction	Total
Coûts d'acquisition						
Solde au terme de l'exercice précédent	78.328	1.581.476	52.969	0	18.155	1.730.928
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(264)	(1.124)	(99)	0	(432)	(1.919)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Acquisitions	3.793	31.489	3.332	0	3.268	41.882
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	2.653	(1.516)	1.317	0	(1.857)	597
Cessions	(14)	(14.592)	(1.831)	0	0	(16.437)
Changement de périmètre	(140)	0	(350)	0	0	(490)
Solde au terme de l'exercice	84.356	1.595.733	55.338	0	19.134	1.754.561
Amortissements et dépréciations						
Solde au terme de l'exercice précédent	(26.261)	(682.702)	(40.348)	0	(1.183)	(750.494)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	81	674	56	0	62	873
Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Amortissements	(1.501)	(56.541)	(2.832)	0	(1)	(60.875)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(587)	941	(879)	0	0	(525)
Cessions	9	13.448	1.387	0	0	14.844
Changement de périmètre	59	0	284	0	0	343
Solde au terme de l'exercice	(28.200)	(724.180)	(42.332)	0	(1.122)	(795.834)
Valeur nette comptable						
Au 1^{er} janvier 2013	52.067	898.774	12.621	0	16.972	980.434
Au 30 juin 2013	56.156	871.553	13.006	0	18.012	958.727

Au 30 juin 2013, les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 41.882 milliers d'euros et sont essentiellement liées à DEME (35.392 milliers d'euros).

La valeur nette des immobilisations corporelles détenues en location-financement s'élève à 18.386 milliers d'euros (2012 : 18.859 milliers d'euros). Ces contrats de location-financement concernent principalement le groupe DEME, le bâtiment de la filiale Louis Stevens & Co NV et les bâtiments et machines de Groep Terryn et de ses filiales.

Les investissements à fin juin 2013 ont diminué de 88.759 milliers d'euros par rapport à fin juin 2012 et ceci essentiellement dû à DEME dont le plan d'investissement est arrivé à son terme fin 2012.

Le montant des immobilisations corporelles constituant une garantie pour certains emprunts s'élève à 323.215 milliers d'euros (décembre 2012 : 318.943 milliers d'euros).

Période du 1er janvier au 30 juin 2012 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	En construction	Total
Coûts d'acquisition						
Solde au terme de l'exercice précédent	72.416	1.326.661	48.974	0	135.904	1.583.955
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	91	1.802	82	0	(21)	1.954
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	14	2.140	465	0	0	2.619
Acquisitions	2.993	47.489	2.734	0	77.101	130.317
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	273	145.864	(178)	0	(146.253)	(294)
Cessions	0	(9.742)	(1.666)	0	(6.068)	(17.476)
Changement de périmètre	0	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	75.787	1.514.214	50.411	0	60.663	1.701.075
Amortissements et dépréciations						
Solde au terme de l'exercice précédent	(24.546)	(620.121)	(38.425)	0	(1.245)	(684.337)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(30)	(724)	(69)	0	38	(785)
Acquisition par voie de regroupement d'entreprises	(1)	(2.002)	(357)	0	0	(2.360)
Amortissements	(1.090)	(49.626)	(2.213)	0	(8)	(52.937)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(23)	173	200	0	0	350
Cessions	1	8.288	1.419	0	0	9.708
Changement de périmètre	0	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	(25.689)	(664.012)	(39.445)	0	(1.215)	(730.361)
Valeur nette comptable						
Au 1^{er} janvier 2012	47.870	706.540	10.549	0	134.659	899.618
Au 30 juin 2012	50.098	850.202	10.966	0	59.448	970.714

11. IMMEUBLES DE PLACEMENT

(milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2013	15.182	(13.126)	2.056
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	0	0	0
Amortissements et pertes de valeur / reprises	0	(9)	(9)
Acquisitions	493		493
Cessions	(3.203)	3.035	(168)
Transferts entre immeubles de placement, immeubles en stock et immeubles utilisés par le propriétaire	0	0	0
Valeur nette comptable au 30 juin 2013	12.472	(10.100)	2.372

Au 30 juin 2013, les immeubles de placement figurant au bilan pour 2.372 milliers d'euros (décembre 2012 : 2.056 milliers d'euros) présentent une juste valeur au moins égale à leur valeur nette comptable.

(milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2012	20.226	(13.159)	7.067
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(163)	0	(163)
Amortissements et pertes de valeur / reprises	0	(10)	(10)
Acquisitions	18.997	0	18.997
Cessions	0	0	0
Transferts entre immeubles de placement, immeubles en stock et immeubles utilisés par le propriétaire	(169)	23	(146)
Valeur nette comptable au 30 juin 2012	38.891	(13.146)	25.745

12. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au 30 juin 2013, les sociétés mises en équivalence s'élèvent à 23.840 milliers d'euros (décembre 2012 : 18.364 milliers d'euros).

13. CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le montant des coûts encourus augmenté des profits et diminué des pertes comptabilisées, ainsi que des facturations intermédiaires, est déterminé contrat par contrat. Le montant brut dû par les clients ou dû aux clients est déterminé contrat par contrat par différence entre ces deux postes.

Les coûts et produits des contrats de construction sont comptabilisés respectivement en charge et en produit en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement de l'activité est calculé suivant la méthode du « cost to cost ». Une perte attendue sur le contrat de construction est immédiatement comptabilisé en charge.

(milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Données bilantielles		
Contrats de construction en cours, actif	71.431	58.867
Contrats de construction en cours, passif	(12.787)	(23.237)
Contrats de construction en cours, nets	58.645	35.630
Cumul des produits et charges comptabilisés sur contrats en cours		
Coûts encourus majorés des profits comptabilisés et diminués des pertes comptabilisées à ce jour	2.389.845	2.472.895
Moins factures émises	(2.331.200)	(2.437.265)
Contrats de construction en cours, nets	58.645	35.630

14. STOCKS

Au 30 juin 2013, les stocks s'élèvent à 194.325 milliers d'euros (décembre 2012 : 186.534 milliers d'euros) et se détaillent comme suit :

(milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Matières premières et auxiliaires	29.625	27.534
Réductions de valeur sur stock matières premières et auxiliaires	(725)	(725)
Produits finis et immeubles destinés à la vente	168.203	162.074
Réductions de valeur sur stocks de produits finis	(2.778)	(2.349)
Stocks	194.325	186.534

15. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS

Au 30 juin 2013, ces provisions s'élèvent à 45.005 milliers d'euros, soit une diminution de 1.494 milliers d'euros par rapport à décembre 2012 (46.499 milliers d'euros).

(milliers d'euros)	Pertes à terminaison	Service après vente	Autres risques courants	Autres risques non courants	Total
Solde au terme de l'exercice précédent	11.652	11.727	12.441	10.679	46.499
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(11)	(23)	(43)		(77)
Effets d'actualisation					
Transferts d'une rubrique à une autre					
Provisions constituées	3.633	893	661	843	6.030
Provisions utilisées	(2.626)	(1.338)	(2.935)	(218)	(7.117)
Provisions reprises non utilisées	(271)			(59)	(330)
Solde au terme de l'exercice	12.377	11.259	10.124	11.245	45.005
dont courant :	33.760				
non courant :	11.245				

La provision pour pertes à terminaison augmente de 725 milliers d'euros pour atteindre 12.377 milliers d'euros au 30 juin 2013. Des provisions pour pertes à terminaison sont comptabilisées lorsque les avantages économiques attendus de certains contrats sont moins élevés que les coûts inévitables liés au respect des obligations de ceux-ci. L'utilisation des pertes à terminaison est liée à l'exécution des contrats y relatifs.

La provision pour service après-vente diminue de 468 milliers d'euros pour atteindre 11.259 milliers d'euros au 30 juin 2013.

Les provisions pour autres risques courants diminuent de 2.317 milliers d'euros et s'élèvent à 10.124 milliers d'euros au 30 juin 2013. Celles-ci reprennent les provisions pour litiges clients (4.784 milliers d'euros), pour litiges sociaux (98 milliers d'euros), pour travaux restants à exécuter (472 milliers d'euros) ainsi que les provisions pour autres risques (4.770 milliers d'euros). Etant donné que les négociations avec les clients sont encore en cours, nous ne pouvons pas donner plus d'information sur les hypothèses prises, ni sur le moment du décaissement probable.

Les provisions pour autres risques non courants, dont le montant s'élève à 11.245 milliers d'euros au 30 juin 2013, comprennent notamment les provisions pour restructurations.

16. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Suivant les informations disponibles, nous ne connaissons pas d'actifs ou passif éventuels entre la date de clôture et la date où les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le groupe CFE utilise des instruments financiers dérivés principalement afin de réduire les risques liés aux fluctuations défavorables des taux d'intérêts, les risques de taux de change, des prix des matières premières et d'autres risques de marché. La société ne détient ni émet d'instruments financiers à des fins de transaction. Cependant, les dérivés qui ne sont pas qualifiés comme instruments de couverture sont présentés en tant qu'instruments détenus à des fins de transactions.

Au 30 juin 2013, les instruments financiers dérivés ont été estimés à leur juste valeur.

18. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

18.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET, TEL QUE DÉFINI PAR LE GROUPE, S'ANALYSE COMME SUIVANT :

(milliers d'euros)	30/06/2013			31/12/2012		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts bancaires et autres dettes financières	(345.885)	(90.229)	(436.114)	(331.016)	(76.807)	(407.823)
Emprunt obligataire	(199.831)	0	(199.831)	(100.000)	(2.519)	(102.519)
Tirages sur lignes de crédit	(25.000)	0	(25.000)	(35.000)	(3.000)	(38.000)
Emprunts liés aux locations - financements	(13.250)	(2.903)	(16.153)	(13.104)	(3.482)	(16.586)
Total de l'endettement financier long terme	(583.966)	(93.132)	(677.098)	(479.120)	(85.808)	(564.928)
Dettes financières à court terme	-	(69.518)	(69.518)	-	(95.665)	(95.665)
Equivalents de trésorerie		83.279	83.279	-	59.280	59.280
Trésorerie	-	138.662	138.662	-	201.322	201.322
Total de l'endettement financier net à court terme (ou disponibilités)	-	152.423	152.423	-	164.937	164.937
Total de l'endettement financier net	(583.966)	59.291	(524.675)	(479.120)	79.129	(399.991)
Instruments dérivés de couverture de taux	(17.131)	(2.614)	(19.745)	(23.070)	(3.375)	(26.445)

18.2. ÉCHÉANCIER DES DETTES FINANCIÈRES

(milliers d'euros)	Echéant dans l'année	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Emprunts bancaires et autres dettes financières	(90.229)	(123.873)	(60.913)	(87.325)	(73.774)	0	(436.114)
Emprunt obligataire	0	0	0	(100.000)	(99.831)	0	(199.831)
Tirages sur lignes de crédit	0	0	(25.000)	0	0	0	(25.000)
Emprunts liés aux locations - financements	(2.903)	(3.400)	(2.033)	(3.628)	(4.131)	(58)	(16.153)
Total de l'endettement financier long terme	(93.132)	(127.273)	(87.946)	(190.953)	(177.736)	(58)	(677.098)
Dettes financières à court terme	(69.518)	-	-	-	-	-	(69.518)
Equivalents de trésorerie	83.279	-	-	-	-	-	83.279
Trésorerie	138.662	-	-	-	-	-	138.662
Total de l'endettement financier net à court terme	152.423	-	-	-	-	-	152.423
Total de l'endettement financier net	59.291	(127.273)	(87.946)	(190.953)	(177.736)	(58)	(524.675)

18.3. LIGNES DE CRÉDIT ET PRÊTS À TERME BANCAIRES

Le groupe CFE dispose au 30 juin 2013 de lignes de crédit bancaire à long terme confirmées de 100 millions d'euros dont 25 millions d'euros utilisés au 30 juin 2013.

Le 21 juin 2012, CFE avait procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 100 millions d'euros remboursable le 21 juin 2018 et générant un intérêt de 4,75%. Le 14 février 2013, DEME a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 millions d'euros (à 100%) remboursable le 14 février 2019 et générant un intérêt de 4,145%.

Les emprunts bancaires et autres dettes financières concernent principalement DEME ou des crédits de projets immobiliers et sont sans recours contre CFE.

18.4. CONVENANTS FINANCIERS

Les crédits bilatéraux sont soumis à des conventions spécifiques qui tiennent compte entre autres de l'endettement financier et de la relation entre celui-ci et les capitaux propres ou les actifs immobilisés, ainsi que du cash-flow généré. Ces conventions sont intégralement respectées.

19. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS

19.1. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊTS

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport annuel 2012.

Taux moyen effectif avant prise en compte des produits dérivés

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	22.701	9,51%	2,72%	413.413	94,30%	2,31%	436.114	64,41%	2,34%
Emprunt obligataire	199.831	83,72%	4,45%	0	0,00%	0,00%	199.831	29,51%	4,45%
Tirages sur lignes de crédit	0	0,00%	0,00%	25.000	5,70%	1,67%	25.000	3,69%	1,67%
Emprunts liés aux locations-financements	16.153	6,77%	3,75%	0	0,00%	0,00%	16.153	2,39%	3,75%
Total	238.685	100,00%	4,24%	438.413	100,00%	2,28%	677.098	100,00%	2,97%

Taux moyen effectif après prise en compte des couvertures de gestion

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Taux variable capé + inflation			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	391.824	63,42%	4,07%	44.290	74,70%	2,90%	0	0	0,00%	436.114	64,41%	3,95%
Emprunt obligataire	199.831	32,35%	4,45%	0	0,00%	0,00%	0	0	0,00%	199.831	29,51%	4,45%
Tirages sur lignes de crédit	10.000	1,62%	2,78%	15.000	25,30%	1,72%	0	0	0,00%	25.000	3,69%	2,14%
Emprunts liés aux locations-financements	16.153	2,61%	3,75%	0	0,00%	0,00%	0	0	0,00%	16.153	2,39%	3,75%
Total	617.808	100,00%	4,17%	59.290	100,00%	2,60%	0	0	0,00%	677.098	100,00%	4,03%

19.2. RÉPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME

Les encours de dettes par devises sont :

(milliers d'euros)	Juin 2013	Décembre 2012
Euro	672.195	557.582
Dollar américain	661	2.511
Autres devises	4.242	4.835
Total des dettes à long terme	677.098	564.928

19.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATÉGORIE COMPTABLE

30 juin 2013 (milliers d'euros)	Instruments financiers non qualifiés de couverture	Instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture	Instruments disponibles à la vente	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable	Mesure de la juste valeur des actifs financiers par niveau	Juste valeur de la classe
Actifs financiers non courants			1.258	71.783	73.041		73.041
Titres de participation (1)			1.258		1.258		1.258
Prêts et créances financiers (1)				71.783	71.783		71.783
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie							
Actifs financiers courants	208			1.067.009	1.067.217		1.067.217
Dérivés de taux – non qualifiés de couverture							
Créances commerciales et autres créances d'exploitation				845.068	845.068		845.068
Actifs financiers de gestion de trésorerie	208				208		208
Equivalents de trésorerie (2)				83.279	83.279		83.279
Disponibilités (2)				138.662	138.662		138.662
Actif total	208	-	1.258	1.138.792	1.140.258		1.140.258
Dettes financières non courantes	9.783	17.131		558.966	585.880		593.799
Emprunt obligataire				199.831	199.831		207.750
Dettes financières				359.135	359.135		359.135
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie		17.131			17.131	Niveau 2	17.131
Autres instruments dérivés	9.783				9.783	Niveau 3	9.783
Passifs financiers courants	5.758			835.902	841.660		841.660
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie prévisionnels hautement probables	649				649	Niveau 2	649
Dérivés de taux – couverture de flux de trésorerie	1.203				1.203	Niveau 2	1.203
Dérivés de change – non qualifiés de couverture	3.906				3.906	Niveau 2	3.906
Autres instruments dérivés – non qualifiés de couverture							
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation				648.252	648.252		648.252
Dettes financières				187.650	187.650		187.650
Passif total	15.541	17.131		1.394.868	1.427.540		1.435.459

(1) Repris dans les rubriques « autres actifs financiers non courants » et « autres actifs non courants »

(2) Repris dans la rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie »

20. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Le total des engagements donnés autres que des sûretés réelles pour le groupe CFE pour l'exercice se clôturant au 30 juin 2013 s'élève à 754.227 milliers d'euros (2012 : 743.636 milliers d'euros) et se décompose par nature comme suit :

(milliers d'euros)	Jun 2013	Décembre 2012
Bonne exécution et performance bonds (a)	557.852	523.470
Soumissions (b)	4.646	7.303
Restitution d'acomptes (c)	10.323	11.227
Retenues de garanties (d)	58.071	74.094
Paiement à terme des sous-traitants et fournisseurs (e)	17.458	17.909
Autres engagements donnés - dont 53.428 milliers d'euros de garanties corporate chez DEME	105.877	109.633
Total	754.227	743.636

- a) Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.
- b) Garanties données dans le cadre d'appels d'offres relatifs aux marchés de travaux.
- c) Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).
- d) Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.
- e) Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

21. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS

(milliers d'euros)	Jun 2013	Décembre 2012
Bonne exécution et performance bonds	48.819	47.061
Autres engagements reçus	7.774	13.406
Total	56.593	60.467

22. LITIGES

Le groupe CFE connaît un nombre de litiges que l'on peut qualifier de normal pour le secteur de la construction. Dans la plupart des cas, le groupe CFE cherche à conclure une convention transactionnelle avec la partie adverse, ce qui réduit substantiellement le nombre de procédures.

Le groupe CFE essaie de récupérer des créances auprès des clients. Il est néanmoins impossible de faire une estimation de ce potentiel d'actifs. Aux Pays-Bas, sur un grand projet à Amsterdam, les négociations entamées en début d'année avec le client afin de trouver un accord équilibré et définitif ont permis d'aboutir début mai à un accord entre les parties. Cet accord est en cours de formalisation avec le client et les banques assurant le financement. La finalisation de celui-ci permettra au consortium en charge des travaux de ré-accéder au financement prévu.

23. PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés dans lesquelles CFE exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint.

Les transactions entre parties liées sont effectuées sur une base de prix de marché.

Au premier semestre 2013, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2012.

24. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

25. IMPACT DES MONNAIES ETRANGERES

Les activités du groupe CFE à l'international pour les pôles construction, promotion et gestion immobilières et multitechnique se réalisent principalement dans la zone euro. En conséquence, l'exposition de ces pôles au risque de change est très limitée ainsi que l'impact sur les états financiers. Par contre, le pôle dragage et environnement réalise une grande part de ses activités à l'international. Ces activités sont majoritairement effectuées en US Dollar ou en devises qui y sont étroitement liées. DEME pratique des couvertures de taux.

26. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les travaux de recherche et développement de CFE sont relatifs aux études menées dans le cadre des contrats DBFM (Design, Build, Finance, Maintenance). DEME, pour sa part, effectue des recherches afin d'accélérer l'efficacité de sa flotte. Elle mène également en partenariat avec les universités et la région flamande des études afin de développer la production d'énergie durable en milieu marin.

27. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité de construction est saisonnière et influencée par les conditions climatiques hivernales.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice. La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les états financiers semestriels du groupe.

Les produits et charges des activités que le groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

28. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Nous avons effectué une revue limitée du bilan consolidé résumé, de l'état du résultat global consolidé résumé, du tableau consolidé résumé des flux de trésorerie, de l'état consolidé résumé des variations des capitaux propres et des notes sélectives 1 à 27 (conjointement les "informations financières intermédiaires") de Compagnie d'Entreprises CFE SA (la «société») et ses filiales (conjointement le «groupe») pour le semestre clôturé le 30 juin 2013. Ces informations financières intermédiaires ont été établies sous la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les informations financières intermédiaires sur base de notre revue.

Les informations financières intermédiaires ont été préparées conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire* telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Notre revue limitée a été réalisée conformément à la norme internationale ISRE 2410 – *Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité*. Une revue limitée consiste principalement en la discussion des informations financières intermédiaires avec la direction et l'analyse et la comparaison des informations financières intermédiaires et des données financières sous-jacentes. L'étendue de ces travaux est moins importante que celle qui résulte d'un contrôle complet, exécuté suivant les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing). De ce fait, nous ne pouvons pas certifier les informations financières intermédiaires.

Sur base de notre revue limitée, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous porterait à croire que l'information financière intermédiaire pour le semestre clôturé le 30 juin 2013 n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Diegem, le 27 août 2013

Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises

SC s.f.d. SCRL

Représentée par Pierre-Hugues Bonnefoy